



Arrêt

**n° 151 308 du 27 août 2015
dans l'affaire X / III**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA IIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 septembre 2012, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de la décision prise le 3 février 2012, déclarant irrecevable une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 2 août 2012.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 5 mai 2015 convoquant les parties à l'audience du 29 mai 2015.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. JACOBS *loco* Me S. VAN ROSSEM, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. DE SOUZA *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

La requérante a déclaré, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, être arrivée en Belgique le 10 décembre 2005 mais a effectué une déclaration d'arrivée selon laquelle elle serait arrivée le 10 janvier 2006 munie d'un visa court séjour Schengen délivré par l'ambassade de Belgique à Kinshasa. Le 13 janvier 2006, elle a été mise en possession d'une déclaration d'arrivée valable jusqu'au 31 janvier 2006.

En date du 14 juillet 2006, elle a introduit une demande d'établissement en qualité d'ascendante à charge de son fils belge. Cette demande a fait l'objet, le 12 décembre 2006, d'une décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire.

Le recours en révision introduit à l'encontre de cette décision et converti en recours en annulation auprès du Conseil du contentieux des étrangers a été rejeté par un arrêt n° 14 935 du 8 août 2008.

Par un courrier du 15 février 2010 confié à la poste le 2 mars 2010, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour sur pied de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le 3 février 2012, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de cette demande assortie d'un ordre de quitter le territoire. Ces décisions qui ont été notifiées à la requérante le 2 août 2012, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- En ce qui concerne la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Madame [la partie requérante] déclare être arrivée en Belgique le 10.12.2005 munie d'un visa C valable 21 jours entre le 10.12.2005 et le 15.01.2006. Suite à une demande de regroupement familial, elle a reçu une attestation d'immatriculation valable du 14.07.2006 au 13.12.2006. Cette demande a cependant été rejetée en date du 12.12.2006 au motif que la personne rejointe ne disposait pas de ressources suffisantes pour prendre l'intéressée en charge. Par la suite une annexe 35 a été délivrée à Madame [la partie requérante] et renouvelée du 30.04.2007 au 30.04.2008 ainsi que du 01.08.2008 au 02.04.2009. L'intéressée est depuis cette date en séjour irrégulier sur le territoire.

A l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, l'intéressée invoque l'instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9bis de la loi du 15.12.1980. Force est cependant de constater que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (C.E., 09.12.2009 n°198.769 et C.E., 05.10.2011 n°215.571), Par conséquent, les critères de cette instruction ne sont plus d'application.

La requérante se prévaut d'un lien de filiation avec son fils âgé de 47 ans et de nationalité belge et invoque à cet effet le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'implique pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première instance de Bruxelles, Audience Publique des Référéés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référéés). De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (Conseil d'Etat - Arrêt n° 120.020 du 27 mai 2003).

Madame [la partie requérante] déclare se trouver dans une situation humanitaire. Elle invoque d'une part son état de santé qui l'empêcherait de retourner en République démocratique du Congo. Il convient de rappeler la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 qui établit une distinction entre les deux procédures différentes: D'une part, l'article 9bis qui prévoit qu'une personne résidant en Belgique peut introduire une demande de régularisation, pour des raisons humanitaires, auprès du bourgmestre de son lieu de résidence, s'il existe des circonstances exceptionnelles ; D'autre part, l'article 9ter en tant que procédure unique, pour les personnes résidant en Belgique et souffrant d'une affection médicale. Les éléments médicaux invoqués dans la présente demande ne seront dès lors pas pris en compte dans le contexte de l'article 9bis et il n'y sera donc pas donné suite dans la présente procédure.

D'autre part, Madame [la partie requérante] déclare qu'un retour dans son pays d'origine constituerait une « rupture disproportionnée par rapport à sa situation de vie personnelle, constitutif également d'un traitement inhumain et dégradant ». Or, Il a déjà été établi que, concernant le droit à la vie privée et familiale, Il importe de rappeler que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions du deuxième alinéa de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales « il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce

droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».). Dès lors rien ne s'oppose à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale des requérants et qui trouve son origine dans leur propre comportement (...) (C.E.- Arrêt n°170.486 du 25 avril 2007). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine. Quant aux traitements inhumains et dégradants que la requérante dit risquer de subir dans son pays d'origine, elle n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions. Or, il incombe à la requérante d'étayer son argumentation (Conseil d'État du 13/07/2001 n° 97.866).

Concernant les éléments d'intégration (Madame [la partie requérante] déclare être bien intégrée en Belgique), notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'État - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002), L'intéressée doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26.11.2002).

Quant au fait qu'elle ne constitue pas une menace pour l'ordre public, cet élément ne constitue raisonnablement pas un motif suffisant de régularisation, étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun et qu'il s'agit même d'une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit.

En conclusion l'intéressée ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable. Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique.»

- En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire :

« MOTIF(S) DE LA MESURE:

Demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé (Loi du 15.12.80 — Article 7 al. 1,2°).

L'intéressée est arrivée en Belgique munie d'un visa C valable 21 jours entre le 10.12.2005 et le 15.01.2006, Elle a ensuite reçu une attestation d'immatriculation valable du 14.07.2006 au 13.12.2006 ainsi qu'une annexe 35 renouvelée du 30.04.2007 au 30.04.2008 ainsi que du 01.08.2008 au 02.04.2009. L'intéressée est depuis cette date en séjour irrégulier sur le territoire. »

2. Exposé du moyen d'annulation.

La partie requérante prend un moyen unique libellé comme suit :

“Eerste middel: schending van artikel 9 bis van de vreemdelingenwet en schending van de beginselen van behoorlijk bestuur: de motiveringsverplichting zoals bepaald in de wet van 29.07.1991, het redelijkheidsbeginsel en het zorgvuldigheidsbeginsel

Dienst vreemdelingenzaken meent dat de regularisatieaanvraag van verzoekster d.d. 15.02.2010 op basis van artikel 9 bis van de vreemdelingenwet onontvankelijk is.

Redenen:

[...]

Dat integendeel tot wat door DVZ werd beslist de aanvraag van verzoekster geenszins als onontvankelijk kon worden beschouwd.

Dat de motivering van de bestreden beslissing om verzoekster aanvraag onontvankelijk te verklaren niet afdoende is en in strijd met artikel 9 bis van de vreemdelingenwet.

Verzoekster begrijpt niet waarom DVZ tot deze conclusie komt, en wenst te reageren op de volgende beweringen:

1. *A l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, l'intéressé invoque l'instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9bis de la loi du 15.12.1980. Force est, cependant, de constater que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (CE., 09 déc. 2009, n°198.769 & C.E., 05 oct. 2011 n°215.571). Par conséquent, les critères de cette instruction ne sont plus d'application.*

Verzoekster heeft een regularisatieaanvraag ingediend op 14.12.2010 naar aanleiding van de instructie d.d. 19.07.2009 die door de Raad van State op 09.12.2009 vernietigd werd.

Hoewel de instructie vernietigd werd door de Raad van State, zou de minister, thans de staatssecretaris, in haar discretionaire bevoegdheid de instructie blijven toepassen.

Het volgende werd ook gepubliceerd op de website van Kruispunt - Migratie in samenspraak met DVZ en kabinet van staatssecretaris De Block:

Sinds november 2011 heeft de Dienst Vreemdelingenzaken de motiveringen gewijzigd van negatieve beslissingen over een regularisatie-aanvraag (artikel 9bis Vreemdelingenwet). In negatieve beslissingen staat voortaan dat de criteria van de instructie van 19/7/2009 niet meer van toepassing haar, aangezien deze instructie vernietigd werd door de Raad van State (RvSt arrest 198.769 van 9/12/2009, en RvSt arrest nr. 215.571 van 5/10/2011).

Nochtans bevestigen zowel kabinet De Block als directie van DVZ nu dat de criteria van de instructie nog steeds zelden voor wie eraan voldoet Het afgesproken beleid wordt uitgevoerd tot wanneer een nieuw regularisatiebeleid wordt bekend gemaakt.

Volgens het arrest van de Raad van State van 5/10/2011 mogen de DVZ en de staatssecretaris geen bindende voorwaarden (in de zin van dwingend toe te passen regels) toevoegen aan artikel 9bis Vw. De DVZ en de staatssecretaris hebben ten gronde een discretionaire bevoegdheid om regularisatie toe te staan of te weigeren: zij moeten hun appreciatiemogelijkheid behouden.

- ***Zij kunnen dus nog altijd regularisaties toestaan volgens eigen criteria. Zowel kabinet De Block als directie van DVZ lieten recent aan het Kruispunt M-I weten dat de criteria van de instructie nog steeds gelden voor wie eraan voldoet.*** Dat blijkt ook uit de positieve beslissingen die nog genomen worden. Wie voldoet aan de criteria van 19/7/2009 mag blijven vertrouwen dat deze worden toegepast, tot wanneer de regering eventueel een ander beleid zou meedelen: dat volgt uit het vertrouwensbeginsel en het behoorlijk bestuur.
- Maar ook aanvragen die niet aan de criteria van de instructie voldoen, moeten op hun waarde beoordeeld en gemotiveerd worden. De criteria van de instructie haar op zichzelf geen voldoende reden om een aanvraag af te wijzen. Dat verklaart de gewijzigde motiveringen van negatieve beslissingen.

Hieruit volgt dus dat het redelijkheidsbeginsel geschonden is!

Het redelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer het bestuursorgaan op evidente wijze een onjuist gebruik van haar beleidsvrijheid heeft gemaakt, maw wanneer het bestuur kennelijk onredelijk heeft gehandeld"

Er werd op alle mogelijke manieren zowel media als officiële berichtgeving duidelijk gemaakt dat de instructie zou blijven gelden, in dit dossier wordt op geen enkele wijze rekening gehouden met de instructie.

In arrest nr. 198.769 van 9 december 2009 vernietigt de Raad van State de regularisatie-instructie van 19 juli 2009.²

Er is tot op heden geen enkele mededeling van DVZ of de Staatssecretaris geweest waarin bevestigd wordt dat de criteria niet meer mogen aangehaald worden. Integendeel, zolang er geen nieuwe richtlijn is mogen ze aangehaald worden.

Bovendien betekent dit dat alle vreemdelingen die een aanvraag in toepassing van artikel 9 bis, zich baserend op de instructie d.d. 19.07.2009, hebben ingediend en een verblijfskaart hebben bekomen, haarde beperkte duur op basis van hun arbeidsmarkt haarde onbeperkte duur op basis van hun ononderbroken verblijf van meer dan 5 jaar, dat ze allemaal een nieuwe beslissing moeten krijgen waarin DVZ meedeelt dat zij een verkeerde beslissing hebben genomen. Dat de beslissingen in het verleden gebaseerd waren op een instructie die vernietigd was en dat ze toch geen recht hebben op verblijf!

Via de media werd de instructie op alle mogelijke manieren bekend gemaakt. Dat DVZ op verschillende manieren dit zelf publiek heeft gemaakt. Dit betekent dat de instructie niet meer een interne beleidslijn was maar ook een instructie voor de vreemdelingen zelf waarop zij zich konden baseren.

In 2010 vroegen vroegen 36,848 mensen regularisatie aan.³

De minister van Binnenlandse Zaken keurde in 2010 15.426 regularisatiedossiers goed. Alles samen gaat het om 24.199 personen. Het gaat om verschillende types regularisatie:

- *op medische gronden*
- *lange asielpcedures*
- *humanitaire redenen*
- *de illegaal verblijvende ouders van een Belgisch kinderen*

Dit betekent dus dat voor 2010 alleen al de 15.426 regularisatiedossiers opnieuw moeten bekeken worden.

Dat op de website van binnenlandse zaken het volgende werd gepubliceerd : *Aanvragen Om Machtiging Tot Verblijf Voor Humanitaire Redenen Statistische Gegevens- Dienstjaar 2011*

Dat wij kunnen vaststellen dat er nooit eerder zoveel geregulariseerde personen waren dan in 2009 en 2010! Dat de van de 24 199 mensen die op basis van 2.8A en 2.8B een aanvraag indienden 15.426 werkelijk ook geregulariseerd werden!

Dit is duidelijk een schending van het gelijkheidsbeginsel en het rechtszekerheidsbeginsel!

De aanvragen die ingediend werden tussen 15.09.2009 en 15.12.2009 en onmiddellijk behandeld werden op basis van de instructies ontvankelijk en gegrond verklaard.

Bovendien neemt DVZ nog altijd beslissingen waarin nog steeds verwezen wordt naar de instructie en de mogelijkheid wordt gegeven om een arbeidskaart B aan te vragen. Wij kunnen tientallen voorbeelden voorleggen waarin dit het geval is.

Dat dan ook het gelijkheidsbeginsel dient gerespecteerd te worden en de bestreden beslissing dan ook een schending is van het gelijkheidsbeginsel!

Schending van het gelijkheidsbeginsel is slechts denkbaar, zo stelt de Raad van State uitdrukkelijk, wanneer de overheid optreedt ter uitoefening van een discretionaire bevoegdheid. In een arrest van 13 juli 1990 werd dit als volgt uitgelegd: "dat zulk een schending immers hierin bestaat dat de overheid ter zake beslissingsrecht heeft, zonder een deugdelijke reden te doen gelden aan de ene burger geeft of oplegt, wat ze de andere burger niet geeft of oplegt" 4

In casu hoewel de instructie reeds in december 2009 vernietigd werd, bleef DVZ dat toepassen en zelfs op basis hiervan verblijfsmachtigingen toekennen.

Dat wij uit het voorgaande kunnen afleiden dat de richtlijn op 11 december 2009 werd bekendgemaakt door toenmalige staatssecretaris bevoegd voor asiel en migratie M. Wathélet en deze nu g steeds gelden daar er geen andere instructie en/of richtlijn bekendgemaakt.

2 La requérante se prévaut d'un lien de filiation avec son fils âgé de 47 ans et de nationalité belge et invoque à cet effet le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Néanmoins, cet élément ne saurait être assimilé à une circonstance exceptionnelle, étant donné que l'obligation de retourner dans le pays d'où on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'implique pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire. (Conseil d'Etat - Arrêt n° 120.020 du 27 mai 2003)

Dat, integendeel tot wat DVZ stelt er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden.

Volgens de algemene regel van artikel 9 van de Vreemdelingenwet dient een machtiging tót verblijf te gebeuren bij de Belgische diplomatieke of consulaire post in het land waarvan de vreemdeling de nationaliteit heeft of waar hij of zij een verblijfsrecht heeft. Echter in geval van buitengewone omstandigheden kan een aanvraag tot machtiging van verblijf in België ingediend worden op basis van artikel 9 bis van de vreemdelingenwet (R.v.St. nr. 56146- R.v.St. ni. 55204).

De rechtspraak van de Raad van State preciseert dat de term 'circonstances exceptionnelles' gelezen moet worden als 'circonstances extraordinaires' (R.v.St. nr. 60962, 11 juli 1996, T.Vreem.1997, nr. 4, p. 385). Dit betekent dat buitengewone omstandigheden geen omstandigheden van overmacht moeten zijn. Er dient bewezen te worden dat een aanvraag in het buitenland, alle omstandigheden in acht genomen, een buitengewone inspanning zou betekenen voor betrokkenen.

Een buitengewone omstandigheid is niet hetzelfde als overmacht. Het betekent dat het onmogelijk of bijzonder moeilijk is voor de betrokkene om naar haar land van herkomst te gaan om daar de aanvraag in te dienen.

Bovendien is er geen vereiste dat de buitengewone omstandigheid voor de betrokkene "onvoorzienbaar" is. De buitengewone omstandigheden mogen zelfs deels het gevolg zijn van het gedrag van de betrokkene zelf.

Dat verzoekster al 7jaar op het Belgisch grondgebied verblijft, waarvan 4jaar legaal.

Verzoekster kan niet terugkeren naar Congo om daar een regularisatieaanvraag in te dienen, aangezien zij al meer dan 7 jaar niet meer in Congo is geweest! Zij heeft haar leven hier opgebouwd! Bovendien heeft zij niemand meer in haar land van herkomst die haar kan helpen.

Verzoekster is 63 jaar oud en heeft medische problemen, zij kan niet terugkeren naar haar land van herkomst om daar een regularisatieaanvraag in te dienen, aangezien verzoekster niemand heeft om haar op te vangen, en zij constante hulp nodig heeft. Deze hulp werd steeds voorzien door haar zoon, maar hij heeft de Belgische nationaliteit.

Dat het onredelijk is van DVZ om te verwachten dat haar zoon, mee naar Congo reist om daar een regularisatieaanvraag in te dienen. Immers, hij heeft zijn leven hier opgebouwd.

Dat er hier geen sprake zou zijn van slechts een tijdelijke scheiding, aangezien de hulp en ondersteuning van haar zoon broodnodig zijn voor verzoekster om te kunnen rondkomen en zich te kunnen handhaven.

Dat er dus wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden. Bovendien kan verzoekster uit deze motivering niet afleiden *waarom* de aangehaalde elementen geen buitengewone omstandigheden vormen. DVZ dient dit uitvoerig te motiveren!

DVZ dient rekening te houden met alle elementen in het dossier en deze afdoende te motiveren!

Dat dit dan ook een schending is van de motiveringsplicht!

3. Madame [la partie requérante] déclare se trouver dans une situation humanitaire. Elle invoque d'une part son état de santé qui l'empêcherait de retourner en République du Congo. Il convient de rappeler la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980 qui établit une distinction entre les deux procédures différentes : D'une part, l'article 9bis qui prévoit qu'une personne résidant en Belgique peut introduire une demande de régularisation, pour des raisons humanitaires, auprès du bourgmestre de son lieu de résidence, s'il existe des circonstances exceptionnelles ; D'autre part, l'article 9ter en tant que procédure unique, pour les personnes résidant en Belgique et souffrant d'une affection médicale. Les éléments médicaux invoqués dans la présente demande ne seront dès lors pas pris en compte dans le contexte de l'article 9bis et il n'y sera donc pas donné suite dans la présente procédure.

Dat verzoekster ervan op de hoogte is dat er twee verschillende procedures bestaan. Dat verzoekster niet de intentie had om een aanvraag tot regularisatie op basis van artikel 9ter van de vreemdelingenwet in te dienen.

Verzoekster had slechts tot doel om een zo volledig mogelijk beeld te schetsen van haar humanitaire situatie. Verzoekster heeft medische problemen, en deze maken mee deel uit van haar prangende humanitaire situatie waardoor zij niet kan terugkeren naar haar land van herkomst.

Verzoekster is 63 jaar oud! Buitenlandse Zaken verklaart dat de verwachte levensverwachting in Congo bij de geboorte slechts 48.4jaar bedraagt.

Dat er in Congo geen faciliteiten zijn om hoogbejaarde burgers te verzorgen en haar medische problemen dus zeker mee in beschouwing moeten genomen worden.

DVZ moet rekening houden met alle elementen in het dossier van verzoekster!

4. D'autre part, Madame [la partie requérante] déclare qu'un retour dans son pays d'origine constituerait une « rupture disproportionnée par rapport à sa situation de vie personnelle, constitutif également d'un traitement inhumain et dégradant ». Or, il a déjà été établi que, concernant le droit à la vie privée et familiale, il importe de rappeler que la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions du deuxième alinéa de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales « Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui »

Verzoekster beroept zich in haar regularisatieaanvraag op artikel 8 EVRM. Zij roept dit op omdat haar zoon op het Belgisch grondgebied verblijft, en zij in feite een gezin vormen.

Gezinsleven als bedoeld in artikel 8 EVRM kan 'ipso jure' ontstaan. Dit houdt in dat het gezinsleven van rechtswege ontstaat. Het Hof heeft verschillende uitspraken gedaan over het van rechtswege ontstaan van gezinsleven.

Voorts vereist artikel 8 lid 2 EVRM dat de inmenging noodzakelijk moet zijn in het belang van de democratische samenleving. Er moet dus sprake zijn van een 'pressing social need'.

Om te bepalen of aan de voorwaarden van noodzakelijkheid wordt voldaan moet er een belangenafweging en proportionaliteitstoets plaatsvinden.

Verder moet er, om te bepalen of de inmenging gerechtvaardigd is, een belangenafweging plaatsvinden tussen het algemene belang en het individuele belang van de vreemdeling. Indien men hier een belangenafweging maakt kan men tot de vaststelling komen dat , individuele belangen van de vreemdeling zwaarder doorwegen.

Teneinde de omvang van de verplichtingen die voor een staat uit artikel 8, eerste lid van het EVRM voortvloeien te bepalen, dient te worden nagegaan of er hinderpalen worden aangevoerd voor het uitbouwen of verderzetten van een normaal en effectief gezinsleven elders. Zolang er geen dergelijke hinderpalen kunnen worden vastgesteld, zal er geen sprake zijn van een gebrek aan eerbiediging van het gezinsleven in de zin van artikel 8 van het EVRM.

Er is, in hoofde van verzoekster, wel degelijk sprake van hinderpalen die haar ervan beletten een normaal en effectief gezinsleven uit te bouwen in Congo. Verzoekster is 63 jaar en heeft medische problemen, zij kan niet terugkeren naar haar land van herkomst, aangezien zij niemand heeft om daar voor haar te zorgen.

Verzoekster is bovendien al 7 jaar niet meer in haar land van herkomst geweest.

Dat het niet redelijk is van DVZ om te stellen dat zij haar leven terug kan opbouwen in een land waar ze al 7 jaar geen contact mee heeft gehad. Immers, ze heeft niets of niemand meer in haar land van herkomst.

Zij is een bejaarde vrouw en zij heeft de hulp van haar zoon nodig. Zij en haar zoon vormen dan ook een feitelijk gezin!

Het is niet denkbaar dat de zoon van verzoekster naar haar land van herkomst, in casu Congo, zou verhuizen om daar hun gezinsleven uit te bouwen of verder te zetten. Immers de zoon van verzoekster woont hier al jaren en heeft de Belgische nationaliteit, hij heeft zijn leven hier opgebouwd!

5. Dès lors rien ne s'oppose à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée, que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale des requérants et qui trouve son origine dans leur propre comportement (...) (C.E- Arrêt n° 170.486 du 25 avril 2007). Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Het feit dat een vreemdeling langdurig in een land verblijft waar zij meer bescherming heeft dan in haar eigen land is op geen enkele wijze zich verder in illegaal verblijf integreren! Verzoekster leeft al meer dan 7 jaar in België!! Zij kan niet terugkeren naar haar land van herkomst!!

Bovendien heeft verzoekster meer dan 4 jaar op legale wijze in België verbleven. Zij heeft alle nodige stappen genomen om legaal in België te verblijven.

Door middel van deze zin kan DVZ alle aanvragen weigeren. Een aanvraag 9bis is nog altijd een aanvraag om humanitaire redenen!!

6. Quant aux traitements inhumains et dégradants que la requérante dit risquer de subir dans son pays d'origine, elle n'apporte aucun élément probant ni un tant soit peu circonstancié pour étayer ses assertions. Or, il incombe à la requérante d'étayer son argumentation. (Conseil d'Etat du 13/07/2001, n° 97.866)

Wanneer verzoekster zou moeten terugkeren, zal artikel 3EVRM worden geschonden. De Congolese overheid is immers nog steeds niet in staat om zijn burgers van willekeurige vervolgingen te vrijwaren en nog minder om de verantwoordelijke daders te vervolgen.

Elke staat heeft een beschermingsplicht t.o.v. mensen die foltering en mensonwaardige behandeling dienen te ondergaan. Dit betekent dat niemand in een onherstelbare toestand van reëel gevaar daartoe geplaatst wordt, ook al is het buiten de jurisdictie van die staat zelf. (Arrest Kirkwood (19479/83), 12 maart 1984).

Het annual report van Human Right Watch vermeldt het volgende: "the human rights situation in the Démocratie Republic of Congo remained grave. All sides in the country's ongoing armed conflicts continued to attack civilians and commit other serious human rights abuses."

In de bijlage vindt u verschillende rapporten terug van onafhankelijke mensenrechtenorganisaties die bevestigen dat de situatie in Congo nog zeer gevaarlijk is, waardoor het voor verzoekers onmogelijk is om terug te keren naar hun land van herkomst.

Dat de algemene rapporten van mensenrechtenorganisaties een beeld schetsen van de situatie in het thuisland. Dat het niet aan verzoekster is om de gevaren van haar thuisland te bewijzen maar dat dit algemeen geweten is.

7. Concernant les éléments d'intégration (Madame [la partie requérante] déclare être bien intégrée en Belgique) notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'Etat - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002). L'intéressée doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat-Arrêt n°112.863 du 26.11.2002)

Dat verzoekster van mening is dat zij wel degelijk heeft aangetoond dat er zich buitengewone omstandigheden voordoen, waardoor zij haar regularisatieaanvraag in België heeft ingediend (zie voorgaande)

Verzoekster verblijft al meer dan 7 jaar op het Belgisch grondgebied, haar integratie komt voort uit het besef dat zij niet kan terugkeren naar haar land van herkomst

Dat verzoekster op geen enkele manier uit het voorgaande kan afleiden waarom haar langdurig verblijf en haar integratie niet kunnen leiden tot regularisatie.

Bijgevolg,

Dat verzoekster van mening is dat zij voldoende heeft aangetoond dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden, en dat zij van mening is dat haar regularisatieaanvraag ten gronde behandeld moest worden.

Immers, artikel 9 bis van de vreemdelingenwet bepaalt het volgende:

Art. 9bis. <W 2006-09-15/72, art. 4, 041; Inwerkingtreding : 01-06-2007> § 1. In buitengewone omstandigheden en op voorwaarde dat de vreemdeling over een identiteitsdocument beschikt, kan de machtiging tot verblijf worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft. Deze maakt ze over aan de minister of aan diens gemachtigde. Indien de minister of diens gemachtigde de machtiging tot verblijf toekent, zal de machtiging tot verblijf in België worden afgegeven.

De voorwaarde dat de vreemdeling beschikt over een identiteitsdocument is niet van toepassing op

- de asielzoeker wiens asielaanvraag niet definitief werd afgewezen of die tegen deze beslissing een overeenkomstig artikel 20 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, toelaatbaar cassatieberoep heeft ingediend en dit tot op het ogenblik waarop het beroep niet toelaatbaar wordt verklaard;
- de vreemdeling die haar onmogelijkheid om het vereiste identiteitsdocument te verwerven in België, op geldige wijze aantoont.

§ 2. Onverminderd de andere elementen van de aanvraag, kunnen niet aanvaard worden als buitengewone omstandigheden en worden onontvankelijk verklaard :

1 elementen die reeds aangehaald werden ter ondersteuning van een asielaanvraag in de zin van de artikelen 50, 50bis, 50ter en 51 en die verworpen werden door de asieldiensten, met uitzondering van elementen die verworpen werden omdat ze vreemd haar aan de criteria van de Conventie van Genève, zoals bepaald in artikel 48/3, en aan de criteria voorzien in artikel

48/4 met betrekking tot de subsidiaire bescherming of omdat de beoordeling ervan niet behoort tot de bevoegdheid van die instanties;

2° elementen die in de loop van de procedure ter behandeling van de asielaanvraag in de zin van artikel 50, 50bis, 50ter en 51 hadden moeten worden ingeroepen, aangezien zij reeds bestonden en gekend waren voor het einde van deze procedure;

3° elementen die reeds ingeroepen werden bij een vorige aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf in het Rijk;

4° elementen die ingeroepen werden in het kader van een aanvraag tot het bekomen van een machtiging tot verblijf op grond van artikel 9ter.

Dat verzoekster van mening is, dat zij volledig aan deze voorwaarden voldoet en bijgevolg een regularisatieaanvraag op basis van art 9bis indiende.

Bovendien valt verzoekster onder de criteria 2.3, zij is immers familielid van een EU burger. Haar zoon is Belg.

In de vernietigde instructie werd duidelijk gemaakt wat een prangende humanitaire situatie is. Eén van de punten was familielid zijn van een EU- burger.

Dat hoewel de instructie vernietigd werd, doch de bevoegde staatssecretaris bevestigde dat de criteria van de instructie ten gronde geldig blijven en zullen toegepast worden. (zie voorgaande)

Dat de verduidelijking dan ook als volgt werd vermeld:

Familieleden van een EU-burger die buiten het toepassingsgebied van de gezinshereniging (artikel 40bis van de wet) vallen, maar van wie het verblijf dient te worden vergemakkelijkt, in toepassing van de Europese richtlijn 2004/38 zijnde de familieleden, ongeacht hun nationaliteit, die in het land van herkomst ten laste zijn van of inwoonden bij de EU-burger\ of die wegens ernstige gezondheidsredenen een persoonlijke verzorging door de EU-burger nodig hebben;

Dit betekent dus dat zij in prangende humanitaire situatie verkeert en dient geregulariseerd te worden als familielid van een EU - burger.

Dat zij voldoende stukken heeft aangehaald om aan te tonen dat haar familieleden in België verblijven.

Dat niet ontkend kan worden dat zij al die jaren heeft verbleven en toch pogingen heeft ondernomen om een verblijf van lange duur te bekomen op een andere wijze dan de aanvraag artikel 9 bis die werd ingediend op 15.02.2010.

Ondertussen verblijft hier meer dan 7 jaar. Dat dit niet kan ontkend worden.

Dat verzoekster perfect onder de voorwaarden van 2.3. valt en dat DVZ zwaar in gebreke blijft door dit niet in overweging te nemen.

Dit wilt zeggen dat DVZ het dossier niet grondig onderzocht alvorens een beslissing te nemen.

Er zijn nog steeds geen vaste wettelijke criteria die bepalen wanneer iemand wel of niet in aanmerking komt voor regularisatie zodat dienst vreemdelingenzaken de regularisatieaanvraag van verzoekster niet zomaar kan afwijzen zonder grondig onderzoek!

Als dvz twijfelde aan de lokale verankering van verzoekster dan diende zij te verschijnen voor de commissie voor advies.

In individuele gevallen waarin de DVZ niet meteen kan beslissen, kan de bevoegde minister (staatssecretaris) eerst een advies vragen aan de Commissie van Advies voor Vreemdelingen (art. 32 Verblijfswet en KB van 28 juli 1981).

Er haar nieuwe leden van deze Commissie (CAV) benoemd door het K.B. van 4/2/2010. De CAV bestaat uit een magistraat, een advocaat en een vertegenwoordiger van een organisatie. De Dienst Vreemdelingenzaken verzorgt het secretariaat van de CAV maar neemt niet deel aan haar beraadslagingen.

De vreemdeling (regularisatie-aanvrager) kan uit de lijst van benoemde organisaties kiezen welke organisatie in haar dossier moet zetelen in de CAV; hij kan ook kiezen of de hoorzitting in het Nederlands of in het Frans gebeurt; en hij kan haar eigen advocaat (en tolk) meenemen naar de zitting. De aanvrager wordt dan persoonlijk opgeroepen voor een hoorzitting waarbij de CAV bestaat uit drie leden: een benoemde magistraat, een benoemde advocaat, en de gekozen benoemde organisatie.

De CAV geeft een gemotiveerd advies over de regularisatie-aanvraag maar uiteindelijk beslist de bevoegde minister (staatssecretaris).

Dat in dit dossier de minister of haar gemachtigde enkel rekening heeft: gehouden met één factor , ni. het feit dat verzoekster, volgens DVZ, haar aanvraag in Congo zou kunnen indienen.

Dat de staatssecretaris of haar gemachtigde dus helemaal geen rekening heeft gehouden met het geheel van feitelijke elementen! !

Dat uit het voorgaande dus blijkt dat het dossier zou moeten voorgelegd zijn aan de Commissie van Advies voor Vreemdelingen.

Dat indien verzoekster gehoord zou geweest zijn men duidelijk had kunnen vaststellen dat hij zeer goed Nederlands spreekt, zeer goed onze gewoontes kent en zich uitstekend heeft aangepast in onze maatschappij. Dat zij ondertussen volledig geïntegreerd is.

Dat verzoekster van mening is dat zij aan de voorwaarden voldoet om geregulariseerd te worden op basis van artikel 9 bis van de vreemdelingenwet.

Dat er wel degelijk sprake is van buitengewone omstandigheden (zie voorgaande) waardoor de aanvraag van verzoekster ten gronde moest behandeld worden.

De bestreden beslissing is dan ook een schending van de materiële motiveringsverplichting zoals verwoord in wet van 29.07.1991 omdat in de bestreden beslissing wordt gemotiveerd aan de hand van de instructie van 19.07.2009 die door de raad van state werd vernietigd en met betrekking tot de beoordeling van de gegrondheid van de aanvraag van verzoekster enkel artikel 9 bis van de vreemdelingenwet van toepassing is.

Dat de beslissing van dienst vreemdelingenzaken aldus een gebrek vertoont door hier geen rekening mee te houden en de DVZ zich duidelijk vergist in dit dossier en een ander over het hoofd hebben gezien.

De bestreden beslissing schendt aldus de motiveringsverplichting in de zin van de wet van 29 juli 1991 en bovendien ook het redelijkheidbeginsel en zorgvuldigheidsbeginsel en gelijkheidsbeginsel."

¹ **Beginselen van behoorlijk bestuur, I.Opdebeek, die KEURNE**

² <http://www.kruispuntmi.be/detail.aspx?id=9624>

³ <http://www.kruispuntmi.be/thema.aspx?id=5513>

⁴ **Beginselen van behoorlijk bestuur, I.OPdebeek, Die Keume,**

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle qu'aux termes des articles 9 et 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, une demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces « *circonstances exceptionnelles* », qui ne sont pas définies légalement, sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour.

L'existence de circonstances exceptionnelles est une condition de recevabilité de la demande par laquelle l'étranger sollicite l'autorisation en Belgique. Ce n'est que lorsqu'il a admis l'existence de circonstances exceptionnelles, que le Ministre ou son délégué examine si les raisons invoquées par l'intéressé pour obtenir une autorisation de séjour de plus de trois mois en Belgique sont fondées.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'expliciter les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

3.2. En l'espèce, le Conseil observe qu'il ressort de la motivation de la décision attaquée que la partie défenderesse a, de manière circonstanciée et adéquate, expliqué les raisons pour lesquelles les éléments invoqués par la partie requérante à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour ne constituaient pas, selon elle, une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, c'est-à-dire une circonstance rendant impossible ou particulièrement difficile un retour dans le pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour par la voie normale.

3.3. S'agissant des griefs fondés sur l'application de l'instruction du 19 juillet 2009 relative à l'application de l'ancien article 9, alinéa 3, et de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, le Conseil rappelle que cette instruction a été annulée par le Conseil d'Etat dans un arrêt n°198.769 du 9 décembre 2009 et que l'annulation d'un acte administratif (par le Conseil d'Etat) fait disparaître cet acte de l'ordonnancement juridique, avec effet rétroactif et que cette annulation vaut *erga omnes* (sur la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation : P. LEWALLE, *Contentieux administratif*, 2ème éd., 2002, Larcier, p. 935 et ss., n° 518 et ss - P. SOMERE, « *L'exécution des décisions du juge administratif* », *Adm. Pub.*, T1/2005, p.1 et ss.).

Par ailleurs, s'il est vrai que le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile s'est engagé publiquement à continuer à appliquer les critères tels que décrits dans l'instruction du 19 juillet 2009, le Conseil d'Etat a cependant estimé dans son arrêt n° 215.571 du 5 octobre 2011, que l'application de l'instruction annulée, précitée, en tant que règle contraignante, à l'égard de laquelle la partie défenderesse ne dispose plus d'aucune possibilité d'appréciation, est contraire au pouvoir discrétionnaire dont celle-ci dispose sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 et ajoute à la loi. Il en est sensiblement de même dans les arrêts n° 216.417 et 216.418, prononcés le 23 novembre 2011 par la Haute Juridiction.

Par conséquent, les développements du moyen qui se fondent sur la méconnaissance de l'instruction ministérielle du 19 juillet 2009 précitée, ne peuvent être suivis.

Les engagements que l'autorité administrative aurait pris ultérieurement à cet égard ne pourraient fonder une attente légitime dans le chef des administrés, dès lors qu'ils entendent confirmer une instruction jugée illégale par le Conseil d'Etat. C'est également pour cette raison que le Conseil ne peut suivre la partie requérante lorsqu'elle invoque une pratique discriminatoire dans le chef de la partie défenderesse ou encore invoque la consultation de la Commission consultative des étrangers.

3.4. S'agissant ensuite du lien de parenté de la requérante avec son fils de 47 ans et de la violation alléguée de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, le Conseil rappelle que l'alinéa 2 de l'article 8 de la CEDH autorise l'ingérence de l'autorité publique pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'il énumère. Le Conseil rappelle également que la Cour européenne des droits de l'homme a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit pour une personne de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts Abdulaziz, Kabales et Balkandali du 28 mai 1985, et Cruz Varas et autres du 20 mars 1991).

A supposer que la décision attaquée implique une ingérence dans la vie privée et familiale de la partie requérante, cette ingérence serait en tout état de cause formellement conforme aux conditions dérogatoires visées à l'article 8, al. 2, de la Convention précitée, la partie requérante restant quant à elle en défaut d'établir *in concreto* le caractère déraisonnable ou disproportionné de l'ingérence ainsi occasionnée.

Ainsi, le Conseil observe que la partie défenderesse a rappelé, à juste titre, que l'obligation de retourner dans le pays d'origine pour y introduire une demande d'autorisation de séjour n'implique pas une rupture des relations familiales ou privées mais seulement un éventuel éloignement temporaire du milieu belge. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la CEDH, une ingérence dans la vie familiale ou privée de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

A cet égard, le Conseil rappelle qu'il est de jurisprudence constante que le long séjour et l'intégration qui en découle ne constituent pas, en eux-mêmes, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement.

Dès lors, le Conseil estime, au vu de ce qui précède que la partie requérante n'est pas fondée à se prévaloir d'une violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

3.5. S'agissant ensuite des considérations tenant aux difficultés que rencontrerait la requérante en cas de retour dans son pays, liées à la situation socio-politique du Congo, à la prise en charge de personnes âgées, et, de manière plus générale, à la violation alléguée de l'article 3 de la CEDH, le Conseil ne peut que constater que ces éléments n'ont pas été invoqués dans la demande d'autorisation de séjour, de sorte qu'il ne peut être fait grief à la partie défenderesse de ne pas y avoir eu égard.

Au demeurant, le Conseil rappelle que s'il n'est pas exigé par l'article 9 bis de la loi du 15 décembre, que les circonstances exceptionnelles soient directement liées à l'étranger, en sorte qu'une situation générale existant dans le pays d'origine ne peut être rejetée, au titre de circonstance exceptionnelle, sur la seule constatation de ce caractère de généralité, il incombe toutefois à l'étranger qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles d'expliquer en quoi sa situation serait particulière et l'empêcherait de retourner dans son pays d'origine pour y demander une autorisation de séjour (C.E., arrêt n° 124.533 du 22 octobre 2003) et, de surcroît, d'en apporter la preuve (C.E., arrêt n° 125.249 du 12 novembre 2003), ce qui n'est pas réalisé en l'espèce.

3.6. Quant aux problèmes médicaux invoqués par la requérante, le Conseil observe que la partie défenderesse a répondu à cet égard mais a estimé ne pas devoir en tenir compte dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour introduite sur pied de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, dès lors que la législateur a mis en place une procédure spécifique pour les personnes résidant en Belgique et souffrant d'une affection médicale. Cette motivation n'est pas utilement contestée en termes de requête, la partie requérante se bornant à soutenir qu'elle a voulu donner une image aussi complète que possible de sa situation humanitaire qui rend impossible un retour au Congo, ce qui ne peut suffire à remettre en cause le constat qui précède. Il convient de préciser à cet égard qu'il ne saurait être reproché à la partie défenderesse d'avoir commis une erreur manifeste d'appréciation en estimant que les éléments médicaux invoqués relevaient de la procédure mise en place sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980, dès lors qu'il apparaît à la lecture de la demande d'autorisation de séjour ayant conduit à la décision attaquée, que la partie requérante avait invoqué souffrir « *d'une affection articulaire qui empêche tout déplacement* », et qu'elle avait précisé que « *la demande actuelle vise ainsi à obtenir la régularisation définitive de son séjour et par conséquent l'autorisation au séjour à durée illimitée pour lui permettre de bien se faire soigner de tous ces maux qui risquent de s'aggraver avec l'âge* ».

3.7. Il ressort de ce qui précède que le moyen pris n'est pas fondé.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept août deux mille quinze par :

Mme M. GERGEAY, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme G. BOLA-SAMBI-B., greffier assumé.

Le greffier, Le président,

G. BOLA-SAMBI-B.

M. GERGEAY